

25 février 2015

Coalition Refusons l'austérité

La locomotive étudiante laissera-t-elle le convoi syndical en gare?

La locomotive étudiante s'ébranle pour peut-être le premier jour du printemps, assurément pour une grande manifestation avec grève étudiante d'ampleur indéterminé d'au moins 24 heures le deux avril¹. Non seulement le mouvement syndical, partenaire du mouvement étudiant au sein de la grande coalition « Refusons l'austérité », ignore-t-il l'échéance d'avril mais il ne s'enligne pas pour au moins une journée de grève nationale au moins du secteur public pour le premier mai... alors que la population universitaire aura terminé sa session d'hiver-printemps et que celle cégépienne vivra le stress de la fin de session. Tant à l'assemblée des mille de Refusons l'austérité du 12 février à Québec qu'à l'assemblée générale spéciale du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) du 18 février en passant par le conseil fédéral de la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN de 10 et 11 février (FSSS-CSN), maints participantes ont manifesté à divers degrés une impatience sinon une frustration vis-à-vis le refus d'organiser au moins une journée de grève nationale avant l'été, même pas une réédition de la grande manifestation de la fin novembre 2014.

L'interaction du mouvement syndical et populaire avec le milieu étudiant, particulièrement l'ASSÉ et son aile gauche Printemps 2015, se fait largement par le sommet. En résulte une tentative de relancement du Printemps érable, resté jusqu'ici le fer de lance de la mobilisation, face à un mouvement syndical hésitant et à un mouvement populaire faisant la jonction vaille que vaille. Cela donne la modeste effervescence de l'actuel semaine de perturbation de la Coalition mains rouges². Ce harcèlement pourrait bien se maintenir jusqu'au mouvement gréviste devant débuté le premier jour du printemps tel que promis par Printemps 2015 et prudemment entériné par le dernier congrès de l'ASSÉ qui élargit en amont et en aval sa grande manif du 2 avril³. Notons que pendant qu'un député de la CAQ insulte les femmes à l'Assemblée nationale⁴, ce congrès de l'ASSÉ « *dénonce aussi l'aspect sexiste des mesures d'austérité qui touchent principalement les femmes, notamment parce que celles-ci occupent en grande majorité les emplois du secteur public...* ». Par contre, tant dans les interventions aux assemblées générales de Printemps 2015 et du CCMM-CSN qu'au niveau de la composition des directions, la place des femmes reste déficiente.

Jusqu'où le mouvement étudiant pourra-t-il faire monter la pression? Jusqu'ici près de 16 000 étudiantes ont voté une grève reconductible, presque uniquement à l'UQÀM, un peu plus de 6 000 une ou deux journées de grève, majoritairement à l'UQÀM, et environ 60 000 prendront un vote d'ici le début du printemps, principalement dans une dizaine de cégeps sur une cinquantaine⁵. C'est peu par rapport à la moyenne du Printemps érable lequel n'a pas mobilisé, sauf certains jours, la majorité du post-secondaire. L'Association facultaire étudiante de lettre et communication (AFELC-UQAM) a voté la grève avec une seule voix de majorité pour environ 600 personnes ayant voté sur un total de 3 900 membres. Le vote gréviste est fragile. La droite anti-grève, tirant les leçons de 2012, se mobilise bien avant le déclenchement de la grève. Les recours judiciaires ont déjà commencé, pour l'instant sans résultat⁶. À l'interne, la droite professorale et étudiante met à

1 Printemps 2015, [Compteur de grévistes – Printemps 2015](#)

2 Stéphane Baillargeon, [Actions à répétition contre l'austérité](#), Le Devoir, 23/02/15

3 ASSÉ, [Congrès hivernal : L'ASSÉ lance un ultimatum](#), communiqué de presse, 22/02/15

4 Jocelyne Richer (La Presse canadienne), [Le député caquiste André Spénard est forcé de s'excuser](#), Le Devoir, 23/02/15

5 La population étudiante post-secondaire du Québec est d'environ 475 000 (en 2012) dont 60% est universitaire et 60% des femmes (Lise-Marie Gervais, [Tous étudiants](#), Le Devoir, 15/03/12 et Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Statistiques de l'éducation: enseignement Primaire, Secondaire, Collégial et Universitaire, édition 2008 cité par Cyrano, [L'éducation au Québec : L'état de la situation](#), sans date

6 Lisa-Marie Gervais, [Grève à l'UQAM - Pas d'injonction pour bloquer une assemblée générale](#), Le Devoir,

profit les douteuses tactiques musclées des partisans de la grève⁷. Toutefois, la dynamique mobilisatrice peut faire des miracles... surtout si Québec solidaire poussait activement à la roue.

Au CCMM-CSN, une assemblée générale qui n'aboutit pas

À l'assemblée spéciale du CCMM-CSN réunissant environ 200 membres, plus qu'habituellement, dans une salle pleine à craquer, idées et suggestions pour aller au-delà du plan sans grève printanière de Refusons l'austérité n'ont pas manqué. Un délégué au ton convainquant du syndicat des employés du Centre hospitalier de l'université de Montréal (SÉCHUM), une fois qu'il eut informé la salle que son syndicat, un des plus importants de la FSSS, avait décidé par référendum d'une journée de perturbations, souligna qu'il fallait saisir le moment, qu'il y avait au printemps une fenêtre d'action, que « *faire la grève, c'est ça le syndicalisme* ». Mais planait dans l'air la crainte de l'illégalité due à la loi des services essentiels et aux lois spéciales. En introduction de la réunion, la présidente du CCMM a dénoncé l'autoritarisme des Libéraux pour imposer une austérité préparant une privatisation. Ensuite, dans sa présentation introduisant le débat, le président du syndicat des professeurs du collège Maisonneuve a fait remarquer que l'existence même des syndicats est due à la désobéissance civile, qu'en particulier l'exercice du droit de grève dans le secteur de la santé doit beaucoup à la grève illégale d'un mois des infirmières de l'hôpital pour enfants Ste-Justine en 1963 jugée scandaleuse à l'époque, que les perturbations économiques comme les blocages de ports et de bourses « *ça dérange* » et que ça nuit à l'économie, qu'il faut faire valoir la corrélation entre austérité et conditions de travail, qu'il ne faut pas éviter les débats, que la base a besoin de l'appui des dirigeants, qu'il faut une posture offensive telle la réforme fiscale des 10 milliards \$ de la Coalition mains rouges.

Plusieurs intervenants, dans l'ensemble une majorité d'hommes, ont repris l'une ou l'autre de ces idées, par exemple l'importance d'être offensif en revendiquant un salaire minimum de 14 ou 15\$ comme aux ÉU ou en Ontario, ce qui pourrait embarquer le secteur privé qui risque d'être laissé de côté dans la mobilisation même si l'austérité le concerne. Qui dit offensif dit aussi être visible à coup d'affichage, de chansons, de tractage, de mener la lutte idéologique. Être offensif se conjugue aussi au niveau des tactiques percutantes comme bloquer par exemple le pont Jacques-Cartier. Il faut mobiliser les gens dans les quartiers comme au temps des concerts de casseroles et, *last but not least*, se lier au milieu étudiant. Et pourquoi pas participer à la manifestation anticapitaliste du premier mai d'ajouter un intervenant? Une journée de perturbations ou même de grève ne suffira pas de souligner plusieurs. À contrario, ont dit certains, à ne rien faire (ou à se contenter de petites actions locales ajouterai-je) pendant des mois après une mobilisation nationale de grande envergure peut créer la démobilisation. Pour justifier ce délai, quelques intervenants ont expliqué que les délais légaux mènent inévitablement à l'automne, que l'austérité c'est abstrait, qu'une journée de perturbations c'est déjà une première étape, qu'il faut moduler les perturbations, qu'il faut penser aux pénalités et aux lois spéciales. Indépendamment du noyau rationnel de ces objections qui méritent réponse, un délégué a rappelé le maraudage qui guette une fois la loi 10 mise en opération et douter qu'une Intersyndicale bien discrète le contraigne. Une dirigeante du syndicat du CSSS-Laval a rétorqué que les coupures c'est concret, qu'il faut retourner la loi des services essentiels contre le patron en allant chercher un mandat de grève pour les défendre, qu'il faut parler de la grève, aller chercher l'appui étudiant. Elle n'a toutefois pas jugé bon de souligner que son syndicat a construit des liens avec d'autres syndicats de CSSS et d'hôpitaux pour préparer une « grève inversée », tout comme avec le syndicat des employés municipaux de Laval.

La richesse du débat reste inaboutie faute de temps — l'introduction, répétitive à bien des égards, a pris une longue heure — faute d'organisation — deux heures de plénière sans possibilité de prolongement, sans ateliers ni réunions préparatoires et sans rapports des syndicats locaux sur l'état de la mobilisation — et faute de possibilité de propositions venant de la salle parce que tout

25/02/15

7 Lisa-Marie Gervais, [Haro sur les menaces et le vandalisme à l'UQAM](#), Le Devoir, 24/02/15

le débat se faisait dans le cadre d'une proposition toute cuite venant de l'exécutif. Ainsi la montagne accoucha d'un amendement souris précisant que la journée de perturbation voté en novembre doit être faite « *au plus tard le premier mai* » laquelle, doit admettre la direction de la CCMM, pourra être « *[d]ans certains milieux, [...] une journée de grève en bonne et due forme* »⁸. Suite à une intervention d'un délégué du syndicat des professeurs de l'UQÀM suggérant qu'il faudrait plusieurs autres assemblées générales spéciales du CCMM dans la perspective de préparer une grève prolongée ce printemps, un autre délégué proposa formellement qu'une telle journée se tienne samedi le 7 mars, proposition complétée par l'intervenant suivant, votre serviteur, qui suggéra qu'il y ait des rapports des syndicats locaux. Cette proposition fut illico repoussée par la présidence de l'assemblée, aussi présidente du CCMM avec droit d'intervention à tout moment⁹, parce que la proposition principale occupait 100% du temps et faute de temps supplémentaire¹⁰. C'est ainsi qu'une direction bureaucratique manipule, l'air de rien, la procédure pour s'assurer qu'aucun dérapage ne brise le plan d'action de la coalition Refusons l'austérité récusant toute grève printanière. Voilà comment créer frustration et repliement local. Tout cela semble toutefois normalisé et masqué par une camaraderie qui ne sonne pas toujours vraie.

La prise de conscience non aboutie de la trahison des directions syndicales

En temps (de préparation) de grande bataille, des assemblées générales fréquentes, avec rapports des instances de base et des comités de travail et le cas échéant avec réunions préparatoires et ateliers, sont cruciales. Elles rendent possible l'appropriation des analyses et des pistes de solution dans une perspective militante de confrontation avec l'ennemi de classe. Elles permettent, en temps réel, la centralisation et la dissémination de l'information. Elles brisent l'isolement des militantes, leur donnent du courage. Elles permettent la formulation de décisions conciliant audace et juste appréciation des rapports de forces, minimisant l'incertitude. Avec un usage encadré des réseaux sociaux, elles permettent un suivi et des nécessaires ajustements entre les assemblées. Et surtout ces assemblées générales fréquentes sont indispensables pour mettre au pas le bureaucratisme contrôlant de l'appareil et, au contraire, de mettre au service de la base tout le dévouement, l'expertise et le savoir-faire de la permanence laquelle normalement est imbriquée avec les directions bureaucratisées du seul fait de son statut salarial mais aussi par tentation carriériste tout comme les élus qui veulent se dégager des contraintes quotidiennes des confrontations avec l'employeur en transformant les libérations syndicales en carrières.

Plus on monte dans la hiérarchie, plus la connivence avec l'employeur devient évidente. Dernièrement, le président de la CSN et porte-parole de Refusons l'austérité se faisait apostropher sur les réseaux sociaux par « *des syndicalistes en colère* » au sujet de la campagne du patronat québécois sur la « *prospérité* », le complément au niveau discours des Libéraux sur la « *relance économique* » qui prend le relais du discours épuisé sur la « *rigueur* ». En pratique, cette prospérité/relance économique justifie de nouveaux crédits d'impôt¹¹ pour soi-disant compenser les sacrifices faits pour la lutte contre l'austérité par les entreprises¹². La bourgeoisie ne veut même pas attendre que les Libéraux aient écrasé les syndicats avant de réclamer à ses fondés de pouvoir le remboursement de son semblant de sacrifice.

« Jacques Létourneau était sur le plateau de RDI économie avec le PDG du Conseil du Patronat du Québec Yves-Thomas Dorval le 16 février. [...] Le Conseil du patronat martèle: « ça ne sert à rien de se battre sur la pointe de tarte il faut agrandir la tarte et il y en aura pour tout le monde » [...] Jacques Létourneau n'a rien d'autre à dire que "j'ai pas de problème à mettre la prospérité au poste

8 CCMM-CSN, [Pour contrer l'austérité du gouvernement Couillard - Au calendrier : journée de perturbation économique !](#), communiqué de presse, 19/02/15

9 Cet arrangement verticaliste, alors que la procédure standard requiert une présidence d'assemblée neutre, paraît habituel dans les syndicats. Heureusement, elle ne l'est pas (encore) à Québec solidaire.

10 Un intervenant déterminé, et surtout soutenu par un groupe organisé, aurait pu faire de cette proposition un amendement à la proposition principale, ce qui était logiquement faisable.

11 Radio-Canada, [Québec annonce un nouveau congé fiscal pour les grands projets d'investissements](#), 10/02/15

12 Sylvain Larocque, [Réduction des crédits d'impôt: l'inquiétude est généralisée](#), 6/06/14

de commande". Cette phrase creuse en dit long sur Jacques Létourneau. Il aurait du leur dire en pleine face au Conseil du patronat qu'ils sont les pires abuseurs de fonds publics, il ne sont plus capable de construire quoique ce soit, pas la moindre usine, pas le moindre commerce, pas la moindre entreprise de technologie sans avoir recours à une pluie de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux, pour financer leurs projets, leur recherche, l'embauche de travailleurs et il ne faut pas oublier les exemptions de taxes à tous les paliers de gouvernement. [...] Il fallait aussi dire au Conseil du patronat que leurs membres bénéficient de toutes les exemptions fiscales qu'il ne paye qu'une infime partie des impôts que les gouvernements perçoivent. Il fallait aussi leur parler des abris fiscaux légaux et pourquoi pas des abris fiscaux illégaux dont bénéficient les riches au Québec. [...] Au lieu de cela Jacques Létourneau s'est dit "d'accord pour équilibrer les finances". »

Chez une couche de militants dans les structures intermédiaires s'éveille un fort sentiment de trahison de la part des directions syndicales : « On se retrouve donc devant une situation pour le moins étrange : alors que les néolibéraux ont un agenda révolutionnaire, la réponse politique, de la part du mouvement syndical, est principalement conservatrice. [...] En se rangeant du côté des institutions (du « modèle québécois »), le mouvement syndical en est venu à représenter l'ordre établi. » Cette révolte qui gronde reste cependant encore engluée dans la nostalgie de la social-démocratie pure et dure qui conduit à seulement « repenser » les institutions par des partis comme Syriza et Podemos : « Lorsque les Indigné.e.s de Grèce et d'Espagne, en 2011, ont cherché à faire émerger un discours selon lequel notre système politique et économique était dans une profonde impasse, plusieurs ont déploré le fait que celui-ci ne prenne pas la forme de revendications claires [...] Or, que constate-t-on, près de 4 ans plus tard ? [...] Syriza, qui ne récoltait même pas 5% des voix en 2009 gouverne maintenant la Grèce. Podemos, un parti fondé il y a à peine un an, est près de la première place dans les sondages en Espagne. » Cette confiance dans la conquête électorale des institutions pour les réformer, et la louange de l'apparent refus du mouvement des Indignées à formuler des revendications, amène à limiter ou à douter de l'auto-organisation de la base pour finalement s'en remettre... aux directions syndicales : « La grève sociale est peut-être une idée trop complexe à faire éclore [...] Pourrait-on imaginer une vaste campagne de refus de participer à la restructuration syndicale qui suivra l'adoption du projet de loi [10] ? Les fédérations syndicales présentes dans le système de santé ne pourraient-elles pas, d'une seule voix, inviter leurs membres à détruire de manière originale le bulletin de vote qui leur parviendra par la poste... »¹³.

Un regroupement non abouti de la gauche syndicale

L'auto-organisation de la base syndicale et populaire commence par celle de sa gauche anti-bureaucratique. Offensive syndicale (OS), énième tentative de la regrouper depuis une génération, après un départ réussi au printemps 2014, se retrouve en cet hiver 2015 en panne sèche. Un bilan de cet échec (temporaire?) s'impose afin de ne plus recommencer les mêmes erreurs. Il semble y avoir eu une paralysie directionnelle de la part des initiateurs, soit deux petits groupes anticapitalistes, l'un d'origine trotskyste, l'autre libertaire issu de l'ASSÉ du Printemps érablé. Je prends le risque de faire l'hypothèse que la recherche éperdue d'un large consensus a bloqué la démarcation vis-à-vis la bureaucratie syndicale, particulièrement son aile gauche qui la critique tout en la défendant et en ne faisant pas confiance à l'auto-organisation. Cette recherche de consensus large, escamotant les débats nécessaires, n'est-elle pas le propre d'un peuple opprimé qui face à l'opresseur cherche à minimiser les conflits internes jusqu'à et y compris ceux de classe ? S'y ajoute la marginalité de la gauche anticapitaliste ne voulant pas tomber dans le piège sectaire et, *last but not least*, la force de la bureaucratie syndicale tout à fait capable de manipuler, de coopter et d'intimider. Reste que l'expérience de OS a démontré qu'il existe une volonté réelle de former une gauche syndicale. Ça me semble une raison suffisante pour remettre l'épaule à la roue le plus tôt possible — la conjoncture de Front commun l'exige — même si le terrain a été quelque peu miné. Normalement, pour réussir un tel regroupement, il faut proposer une orientation concrète et un plan d'action dès le départ et sur cette base élire une coordination et, si possible, des comités de travail.

13 Philippe de Grosbois, [Vers un point de bascule ?](#), À Babord, 5/02/15

Je suggère comme canevas d'orientation basé sur un plan d'action axé sur une « grève sociale » printanière :

1. Le Québec est le mauvaise élève de l'ALÉNA en termes de politiques sociales « trop généreuses » et de taux de syndicalisation « trop élevé ». Le but de l'austérité Couillard, comme des drastiques coupures du gouvernement Bouchard il y a près de 20 ans, est de niveler le Québec au niveau des autres provinces tout comme le but du gouvernement Conservateur est, pour les mêmes raisons, de niveler le Canada au niveau des ÉU. La politique sécuritaire du gouvernement fédéral ne vise qu'à unir la majorité de la population du Canada et du Québec derrière les gouvernements de l'austérité, du pétrole sale et de la guerre.
2. L'austérité est le noyau dur de la politique gouvernementale qui frappe en premier lieu le demi-million syndiquées du secteur public mais aussi toute la population en commençant par celle dite en « région ». Le discours patronal de la « prospérité » et gouvernemental de la « relance » n'est que poudre aux yeux pour justifier encore plus de rabais fiscaux et de subventions aux grandes entreprises. Le discours identitaire de la CAQ, trop souvent avalisé par le PQ dont le prochain chef risque d'être un milliardaire anti-syndical notoire, cherche à créer une diversion pour briser l'unité populaire contre l'austérité. Pour vaincre l'austérité, il faut une mobilisation encore plus large et plus profonde que celle du Printemps érable. Ça exige une « grève sociale ».
3. Une « grève sociale » est une grève politique toutes et tous ensemble pour renverser la politique d'austérité (et d'hydrocarbure) du gouvernement du Québec. Comme la grève-occupation de l'ALCAN pendant 2 semaines en 2004, ce sont des grèves-occupations de départements d'hôpitaux pour « inverser » la loi des services essentiels contre le gouvernement, des cours alternatifs dans les institutions d'enseignement. Comme le 11 décembre 2003, ce sont des blocages de routes et de ports. Ce sont bien sûr des manifestations monstres comme celles des 22 mars et avril 2012 lors du Printemps érable. Ce sont des sites web, de l'affichage et du tractage aux patients et leurs visiteurs, aux élèves, aux automobilistes et aux métros.
4. « Non à l'austérité » veut dire non à toute coupure quitte à réaménager les postes mais sans loi 10, non à la précarité des emplois et au temps partiel involontaire, oui à la croissance des emplois pour de meilleurs et nouveaux services publics surtout écologiques comme le transport public électrifié, fréquent et bon marché, et comme l'isolation de tous les bâtiments du Québec, ce qui rend possible la sortie du pétrole, oui au rehaussement du salaire minimum, des bas salaires à l'indexation au coût de la vie, oui à des pensions garanties et indexées, oui à la réforme fiscale des 10 milliards \$ de la Coalition mains rouges.
5. La totale mobilisation des syndiquées, des étudiantes et de leurs alliés implique que ce soit elles et eux qui prennent les décisions essentielles du début à la fin. Les assemblées générales, avec des comités de travail et de coordination amovibles et redevables, doivent élaborer, décider, contrôler et modifier les plans d'action semaine après semaine s'il le faut. Dans les moments chauds de la « grève sociale », particulièrement pour arrêter ou prolonger une grève de 24/48 heures ou illimitée, il faut des assemblées générales très fréquentes, quotidiennes au besoin. Les assemblées générales à tous les niveaux, locales, régionales et nationales, intersyndicales et inter-secteurs (syndical, étudiant, populaire) — ces dernières étant des délégations élues, redevables et amovibles à tout moment — sont l'antidote absolument nécessaire contre la propagande et la répression du camp patronal et les pièges de la bureaucratie syndicale, tous deux unis pour préserver profits, privilèges et la dite « paix sociale ».

Une intervention non aboutie de Québec solidaire

Étant donné l'audience de Québec solidaire, particulièrement son influence au sein des mouvement syndical et populaire, on se dit qu'une intervention incisive de ses porte-parole et de sa députation en faveur de la « grève sociale » et d'un encouragement pour son déclenchement printanier pourrait contribuer à modifier le rapport de forces. Pourquoi ne pas aussi organiser une commission syndicale-populaire, tout comme il existe une commission femme, de sorte à

rassembler les syndicalistes membres du parti pour qu'elles interviennent dans le mouvement sur un mode pro-actif? Il ne suffit pas de dénoncer vertueusement l'austérité, et même de menacer les Libéraux d'une révolte... qui pourrait bien de pas avoir lieu, tout en se contentant d'appuyer et de participer passivement au mouvement, pour être un parti de la rue.

Par contre, la politique parlementaire du parti sème la confusion. D'un côté de la bouche, le parti dénonce l'austérité et réclame une imposition accrue des banques, des grandes entreprises et des revenus élevés¹⁴. De l'autre, le même jour, il félicite le gouvernement des Libéraux qui « s'est montré ouvert à débattre de la question du maintien des budgets pour la construction de nouveaux logements sociaux au Québec » tout en « constat[ant] l'intérêt de M. Leitaó [le ministre des Finances], à l'instar de son collègue Gaétan Barrette [le ministre de la Santé] rencontré mercredi, à prendre à bras le corps le problème des prix faramineux des médicaments au Québec et d'en réduire la facture publique »¹⁵. La direction des Solidaires, tout en dénonçant, s'ajuste « réalistement » aux rapports de force du moment au lieu d'œuvrer à les changer. Faut-il s'en étonner de la part de la direction du parti qui préférerait, il y a peu, plutôt rechercher un ridicule consensus avec le Parti libéral au point que celui-ci, soutenu par le PQ et la CAQ, avait appuyé une motion solidaire de « bonne foi » dans les négociations du secteur public¹⁶.

Non seulement la direction du parti s'accoquine-t-elle avec les Libéraux mais elle persiste à faire les beaux yeux au Parti québécois (PQ). En réponse à l'invitation au dialogue d'une émissaire d'un des candidats à la chefferie de réagir la porte-parole députée : « "Accueillir les cousins, cousines." Je savais bien qu'elle parlait de nous ", affirme la députée de Gouin, Françoise David ». D'ajouter la réelle chef du parti : « "Des discussions, il doit y en avoir, il devra y en avoir, quel que soit d'ailleurs le nouveau chef du Parti québécois" » pour conclure qu'elle n'oppose pas « une fin de non-recevoir à l'idée d'une coalition des forces indépendantistes ».¹⁷ Le congrès du parti a beau voter que le parti ne veut rien savoir d'une alliance avec le PQ — faudrait-il voter cette résolution à chaque congrès? — encore moins, se dit-on, depuis son bref passage au gouvernement en 2012-13 où le PQ a redémontré son parti-pris néolibéral pour les coupures et pour le pétrole avec en sus la promotion d'une charte dite des « valeurs » identitaire et islamophobe, la direction du parti persiste à vouloir construire une alliance souverainiste interclasse qui a prouvé son échec historique.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, la direction du parti tend la main à un parti qui s'appête à choisir comme chef l'ennemi numéro un du syndicalisme québécois. Ce probable chef milliardaire veut enterrer l'indépendance sous un déluge promotionnel à la Québecor, dont il reste le dirigeant sur le modèle de Berlusconi, et de divises politiques identitaires qui n'égratignent en rien les pouvoirs fédéraux. S'éloigne la perspective de l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique. Pourtant, cette perspective galvaniserait un peuple mobilisé contre l'austérité et contre le pétrole sale en allumant au bout du tunnel la lueur d'un gouvernement alternatif pour donner un sens à une lutte dont la logique est le renversement des Libéraux tout en écartant ses oppositions officielles vouées aux mêmes politiques.

Marc Bonhomme, 25 février 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

14 Communiqué de presse du 20/02/15 : « L'austérité est nuisible à l'économie, le gouvernement peut faire de meilleurs choix », site web du parti

15 Communiqué de presse du 20/02/15 : Réaction de Françoise David au sortir de la rencontre prébudgétaire des trois députés de Québec solidaire avec le ministre des Finances Carlos Leitaó, site web du parti

16 Communiqué de presse du 30/10/14, Prochaine convention collective du secteur public – Le gouvernement devra négocier de bonne foi grâce à Québec solidaire), site web du parti

17 Marco Bélair-Cirino, Vent nouveau sur le mouvement indépendantiste, Le Devoir, 23/02/15